

André NOUSCHI

Les Armes retournées. Colonisation et décolonisation françaises

(Éditions Belin, 2005, 448 p., 29 •)

176

Disons-le d'entrée de jeu : le livre d'André Nouschi tombe à point nommé. Le travail de ce professeur émérite de l'université de Nice, spécialiste de l'histoire du xx^e siècle et de l'Afrique du Nord, donnera du grain à moudre à ceux qui n'en peuvent mais de l'arrogance de ces députés de droite qui voudraient encore faire croire que la colonisation a apporté bien-être et modernité aux peuples.

Nouschi propose là un travail très complet. Il aborde d'abord « les mondes précoloniaux », « colonisation, décolonisation, décision politique », « colonisation, administration et politique », « la France, la colonisation et les grandes puissances », « économie et colonisation », ainsi que les « sociétés coloniales et les sociétés de l'indépendance ». L'ouvrage se termine sur « conquêtes et résistances ». En liant colonisation et décolonisation, il prend ainsi en compte l'héritage du passé colo-

nial dans l'essor des sociétés de l'indépendance, « dont les effets se font sentir à court, moyen et long terme », écrit-il.

Mais d'abord, qui sont les acteurs de la conquête coloniale ? « Un examen attentif [...] montre le rôle prépondérant des milieux d'affaires, alias les chambres de commerce ». « Que dire encore des banquiers qui tirent, avec la bénédiction de l'État, des profits inouïs de l'Empire ottoman, de la Tunisie, de l'Égypte, du Maroc et de tous les territoires coloniaux qui doivent s'équiper et s'endettent auprès des sociétés de crédit françaises [...] ? Un autre groupe de pression agit non moins discrètement, mais aussi efficacement, l'Église catholique [...] ». Le corps de l'ouvrage nous apprend également les découpages qu'entreprennent entre elles les grandes puissances, du style « je te donne un peu de Tripolitaine, tu me laisses un peu de Maroc ». Avec, après

la révolution russe de 1917, une sensibilité accrue pour faire barrage au bolchevisme. Britanniques et Français, dès 1931, « arrangent » les affaires de l'Italie mussolinienne (Laval rencontre le Duce en 1935).

Le chapitre consacré à l'économie est sans doute le plus marquant. « La colonisation transforme radicalement les économies des pays conquis quand elle y introduit les différentes formes du nouveau capitalisme dynamique et conquérant, et un plus spécifique au monde colonial français : le capitalisme foncier », souligne l'auteur, qui, plus loin, fait remarquer que « toute une législation spécifique est mise en place afin d'enlever aux fellahs algériens leurs terres ». Les « indigènes » n'ont qu'à bien se tenir ! En 1830, en Algérie, le franc (or et argent) arrive avec les troupes de débarquement et concurrence le thaler et les boudjoux ; mais rapidement les militaires français édictent le cours forcé ; ceux qui

refusent les monnaies françaises sont punis d'amende « de 5 à 15 francs suivant les circonstances ». De même, les Algériens (on retrouvera la même chose en Tunisie et au Maroc) paient les impôts français plus les impôts arabes, « tandis que les Européens n'acquittent que les impôts municipaux et les impôts indirects (ils sont dispensés des impôts directs) ».

En Afrique, ce n'est guère mieux. La construction de voies ferrées, importantes pour l'économie française, transforme les travailleurs africains en quasi-esclaves. « L'exploitation de la main-d'oeuvre indigène, à bas prix, est partie intégrante de l'investissement dans la mise en valeur des mines. »

Dans sa conclusion, Nouschi s'élève contre la loi de février 2005. « La réalité des faits est-elle donc si difficile à accepter pour les parlementaires qui ont voté cette loi ? » demande-t-il.